

Il ne faut pas sacraliser le modèle allemand

Lorsque l'on compare la situation de l'Allemagne et de la France, on conclut souvent que la France présente de nombreux handicaps structurels vis-à-vis de l'Allemagne et que l'Allemagne pourrait être un modèle pour la France. Cette perception a été renforcée par le niveau plus élevé de la croissance en Allemagne sur la première partie de l'année 2010 : 2,2 % au deuxième trimestre contre 0,6 % en France. Même chose pour le taux de chômage, qui atteint 10 % en France et 7,6 % en Allemagne. Les handicaps structurels de la France par rapport à l'Allemagne les plus souvent mis en avant sont au nombre de quatre.

LA CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES
PAR PATRICK ARTUS

La performance macroéconomique globale de la France est nettement meilleure que celle de l'Allemagne, malgré les handicaps structurels.

18,2 % en 2002, alors que leur poids reste très lourd en France (18,4 % du PIB), ce qui décourage l'emploi, les investissements directs étrangers.

Si l'on s'arrêtait ici, on serait évidemment tenté de donner l'Allemagne comme modèle à la France. Pourtant, la performance macroéconomique de l'Allemagne n'est pas fondamentalement meilleure que celle de la France, ce qui peut constituer une surprise. De 1998 à 2010, l'emploi total a augmenté en Allemagne de 7 %, de 11 % en France. Le pouvoir d'achat de chaque salarié, lui, a baissé de 1 % en Allemagne, tandis qu'il augmentait de 18 % en

France ; la consommation des ménages (en volume) a progressé de 9 % en Allemagne, de 32 % en France ; le produit intérieur brut (en volume) a crû de 14 % en Allemagne et de 22 % en France ; l'investissement logement des ménages a augmenté de 22 % en France, baissé de 15 % en Allemagne.

La performance macroéconomique globale de la France est donc nettement meilleure que celle de l'Allemagne, malgré les handicaps structurels vus plus haut. Cela vient essentiellement des politiques économiques menées par Berlin. Il y a eu depuis la fin des années 1990 freinage des salaires, très forte déformation du partage des revenus au détriment des salariés et en faveur des profits, ce qui explique la faiblesse de la consommation et le niveau élevé de la profitabilité des entreprises. Il s'agit donc, en Allemagne, d'une politique économique de l'offre caractéristique, y compris dans le domaine fiscal avec le transfert de la pression fiscale des charges des entreprises à la taxation de la consommation (TVA). L'objectif normal d'une politique économique est de maximiser la consommation à long terme. Mais ce n'est pas du tout ce que fait l'Allemagne, puisque la hausse de la part des profits dans le PIB et la fiscalité dépriment la consommation. C'est sans doute l'objectif de la France, avec une hausse des salaires parallèle à celle de la productivité, la hausse de l'endettement, le développement des emplois de services.

La seule interprétation possible des politiques économiques menées en Allemagne est qu'elles visent, non à soutenir la consommation, mais à maintenir une industrie de grande taille montant en gamme, exportatrice, conservant ses parts de marché. Pour cela, il lui faut adopter une stratégie mercantiliste (privilégier l'exportation sur la satisfaction du marché intérieur), qui aboutit à ce que les Allemands travaillent pour que les autres pays où l'Allemagne exporte consomment les produits allemands.

Patrick Artus est directeur de la recherche de Natixis.

1 LA CAPACITÉ À EXPORTER, FORTE EN ALLEMAGNE, FAIBLE EN FRANCE

Malgré une évolution des coûts de production dans l'industrie identique à celle de l'Allemagne et un effort de recherche-développement pas beaucoup plus faible (2,6 % du produit intérieur brut - PIB - en Allemagne et 2 % en France), les parts de marché à l'exportation de la France sont considérablement plus basses que celles de l'Allemagne : 3,5 % du commerce mondial hors pétrole pour la France et 11 % pour l'Allemagne. Les exportations vers les pays en croissance forte (émérgents, exportateurs de pétrole) représentent 11 % du PIB en Allemagne, 4 % en France : on comprend alors que la forte reprise du commerce mondial au premier semestre 2010 écarte les taux de croissance de l'Allemagne et de la France par le simple effet de la taille des exportations.

2 LA FRANCE N'EST PAS UN PAYS INDUSTRIEL

La part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total est de 12 % en France contre 19 % en Allemagne ; le poids de l'industrie en France est le plus faible des pays de la zone euro à l'exception de la Grèce.

3 LA FAIBLE PROFITABILITÉ DES PME FRANÇAISES.

Le troisième handicap structurel de la France est la faible profitabilité des entreprises, autres que les grands groupes cotés (des PME en particulier) ; le taux de profit des entreprises, rapporté au PIB, varie entre 10 % et 11 % en Allemagne, entre 6 % et 7 % en France ; les cash-flows (profits disponibles) des entreprises françaises ne représentent que 60 % à 70 % de leurs investissements, 110 % en Allemagne.

4 UNE FISCALITÉ DÉFAVORABLE À L'EMPLOI EN FRANCE.

L'Allemagne a fait un effort de réduction des charges sociales (qui ne représentent plus que 16,7 % du produit intérieur brut contre

LIVRES

Les migrations, une chance pour le monde

D'actualité, les questions migratoires restent hautement polémiques. Trois ouvrages récents en anglais nourrissent l'image d'une immigration positive.

Comment migrent les migrants ?

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) publie chaque année un « rapport mondial sur le développement humain ». L'édition 2009 porte sur les migrations et, sous un titre volontariste, appelle à « lever les barrières ». L'ouvrage constitue d'abord une saisissante cartographie des mobilités humaines. La part des migrants internationaux se maintient de façon remarquablement stable depuis un demi-siècle à 3 % de la population mondiale, mais avec de grandes variations régionales (Amérique du Nord et Europe, sans surprise, étant maintenant largement plus prisées). Sur un stock total de 1 milliard de migrants, 740 millions sont des « migrants internes », 200 sont des migrants internationaux dont moins de 70 millions (5 millions par an) passés d'un pays en développement à un pays développé. Les rédacteurs considèrent que l'immigration est, globalement, à retombées positives et à impact budgétaire négligeable. Leurs conclusions et recommandations prêtent assurément à discussion. Les plus internationalistes goûteront peut-être difficilement l'orientation qui consiste, en réalité, à libéraliser le marché mondial de la main-d'œuvre, après celui des capitaux et des biens. Les nationalistes condamneront angélisme et approximations.

Le marché mondial des universités et des cerveaux

Le journaliste américain Ben Wildavsky s'intéresse aux migrations internationales des plus qualifiés ou en passe de le devenir. S'appuyant sur une centaine d'entretiens avec des responsables d'établissements d'enseignement supérieur dans de nombreux pays, il enquête sur le nouveau marché mondial de la connaissance. Alors que 3 millions d'étudiants étudieraient aujourd'hui à l'étranger, les alliances, les échanges mais aussi les batailles entre les campus sont le théâtre de la globalisation universitaire. Partout, désormais, il s'agit d'attirer à la fois les étudiants les plus brillants et ceux qui vont pouvoir payer. Wildavsky relate la résistance des élites nationales, fières de leur modèle et de leur langue, rétives à une incontestable standardisation. Il n'en existe pas moins un véritable marché international des enseignants et des étudiants, où l'information passe par de célèbres classements (de l'université de Shanghai ou du Times Higher Education), contestés mais à l'influence considérable.

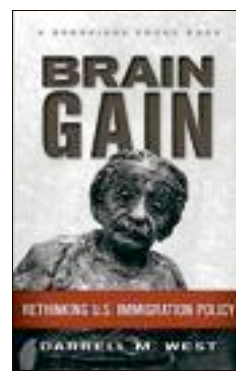
Pour l'immigration aux Etats-Unis
Darrell West est l'un des dirigeants de la prestigieuse Brookings Institution. Il



HUMAN DEVELOPMENT REPORT 2009, OVERCOMING BARRIERS: HUMAN MOBILITY AND DEVELOPMENT
265 pages.

THE GREAT BRAIN RACE HOW GLOBAL UNIVERSITIES ARE RESHAPING THE WORLD, par Ben Wildavsky, Princeton University Press, 240 pages.

BRAIN GAIN. RETHINKING US IMMIGRATION POLICY par Darrell M. West, Washington, Brookings Institution Press, 2010, 182 pages.



publie un ouvrage militant pour la refonte de la politique américaine d'immigration. Darrell West se demande pourquoi l'immigration est un sujet si sensible et si compliqué, alors que, selon lui, ses bénéfices sont substantiels sur les plans sociaux, économiques et intellectuels. S'appuyant sur l'histoire des Etats-Unis, qui ont beaucoup gagné avec l'arrivée d'immigrés talentueux, il avance la nécessité d'une politique plus ouverte pour attirer les talents d'autres nations. Il en irait de la compétitivité du pays, et de sa capacité à innover.

La tâche n'est pas aisée. West, qui critique un peu facilement la couverture médiatique du sujet, rend compte de l'hostilité de l'opinion, des craintes persistantes à l'égard du terrorisme et des

embarras pour mettre en place des législations adaptées à la gestion des zones frontalières. C'est cependant ne voir que les arbres problématiques, qui cacheraient la forêt vertueuse de l'immigration et de ses gains. Ses propositions vont de la mise en place d'une commission indépendante (ce qui ne mange jamais de pain) à l'édification d'une liaison entre niveau d'immigration et cycle économique (ce qui est plus compliqué) et à la création de programmes d'intégration (à la vie américaine) des nouveaux arrivants. Tout cela a un objectif bien précis : aider les Etats-Unis à attirer le prochain Albert Einstein (en couverture du livre).

JULIEN DAMON
PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO
(MASTER D'URBANISME)

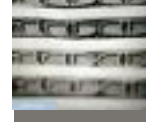
L'économie selon Fabrice Humbert

Un roman qui chasse sur les terres de la finance, bien documenté, non politisé, mettant à bas l'idée qu'un artiste est forcément incompetent en économie.

On n'aurait pas forcément attendu d'un romancier qu'il écrive un excellent livre d'économie. C'est pourtant le tour de force que vient de réaliser Fabrice Humbert en publiant « La Fortune de Sila », aux Editions Le Passage. Fabrice Humbert avait déjà défrayé la chronique en 2009 avec « L'Origine de la violence », un ouvrage noir traitant de la transmission du souvenir de la Shoah entre les générations. Dans son dernier opus, toujours sombre, il n'est plus question de camps de concentration mais de finance, des destins croisés d'un oligarque russe, d'un courtier en crédit américain, de deux financiers français, et d'un serveur africain. Chacun illustre une facette de l'économie mondiale. Chacun porte une part de responsabilité dans sa marche et son tumulte.

L'auteur chasse sur des terres qui sont généralement peu familières aux romanciers contemporains : les « sub-primes », le pétrole russe, la mondialisation, la fin des classes moyennes. Humbert reprend ainsi une tradition malheureusement largement délaissée depuis Balzac ou Zola (en tout cas chez les écrivains de cette trempe) : utiliser l'économie comme matière pre-

LA FORTUNE DE SILA de Fabrice Humbert, Editions Le Passage, 316 pages, 18 euros.



mière artistique. Ce faisant, il complète totalement les essais plus traditionnels.

Le capitalisme est par définition un système imparfait. En ce sens, il n'est pas le symétrique du socialisme qui veut concevoir une société idéale. Mais Humbert montre que cette imperfection peut aller très loin et déboucher sur ce qu'on pourrait appeler une véritable « violence économique » faite de corruption, de médiocrité, d'inégalités, d'absence de sollicitude. Une vision un peu naïve considère que c'est aux Etats de remédier à ces défauts. Mais la réalité est autre : les Etats sont des organisations elles aussi imparfaites, autant que le sont les entreprises. Le poids des comportements individuels peut être écrasant, en bien ou, comme dans ce livre, en mal.

Le livre de Fabrice Humbert est très documenté. Il met à bas l'idée simpliste selon laquelle des artistes seraient forcément incompetents en économie. Il n'y a pas grand-chose à redire à la façon dont est décortiquée la mécanique de formation de la bulle immobilière aux Etats-Unis. L'autre force du roman émane de la neutralité absolue du narrateur, à l'heure où nombre d'essais sont pollués par la politisation des esprits. C'est pourtant la politique qui devrait se nourrir de la pensée des intellectuels, et non l'inverse. En agaçant des destins qui n'ont pas l'air inventés, l'auteur nous fait parvenir à une conscience presque objective, supérieure en tout cas de la façon dont l'économie façonne nos sociétés.

Ce roman illustre parfaitement le fait que l'économie n'est rien d'autre qu'une branche d'un domaine, infini, qui est celui de l'action humaine, et qui reste trop peu investi par les artistes. Voilà un livre que les dirigeants d'entreprise, les financiers, les économistes pourront lire avec humilité pour, sans doute, en tirer un grand bénéfice.

NICOLAS BOUZOU
DIRECTEUR FONDATEUR D'ASTERÈS

LA REVUE DU JOUR

Les spécificités de la démocratie française



Le propos. En avance sur la publication, en octobre, de son prochain ouvrage (« La Sociologie comme science »), aux éditions La Découverte, le sociologue Raymond Boudon se penche dans « Commentaire » sur les travers de la démocratie française. Un constat : les élites françaises semblent en rupture avec l'opinion publique. La solution ? Redonner vie au « spectateur impartial » d'Adam Smith, ce citoyen lambda capable de mettre de côté ses intérêts lorsqu'il est consulté sur la vie politique. Une chose que ne peut plus faire, selon lui, la majorité dite « silencieuse », qui a perdu du terrain par rapport aux groupes d'influence. Et de citer par exemple les politiques d'éducation, qui sont aux mains d'« acteurs partiaux », comme les syndicats d'enseignants et d'étudiants. Du jamais-vu dans d'autres démocraties occidentales. Un peu partout en France,

désormais, les décisions publiques d'ordre national sont des compromis entre l'exécutif et ces groupes d'influence, « au pouvoir démesuré », regrette l'auteur.

Les auteurs. Toujours des plumes de renom au sommaire de ce numéro : Raymond Boudon, professeur émérite à l'université Paris-Sorbonne et Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France. L'économiste Jean Pisani-Ferry et le banquier Michel Cicurel, analysent quant à eux de quelle manière la Chine peut réclamer une place dans la gouvernance mondiale.

La revue. Fondée par Raymond Aron en mars 1978, « Commentaire » cultive la tradition « libérale », dans la lignée de Montesquieu et Tocqueville. Elle se veut, comme son titre l'indique, à bonne distance de son objet : « Commentaire, c'est prendre du recul par rapport à l'événement », était-il écrit dans le propos liminaire du premier numéro. J.-M.CO.

« Commentaire », numéro 131, septembre-octobre-novembre 2010, 279 pages, 20 €.